



cofrac  
10 ans

*Nos compétences  
signent les vôtres*

20  
04

Annual Report

Rapport d'activité



## Contents

# Sommaire

## Annual Report 2004

Conseil d'administration	Board of administrators	4
Le mot du Président	Message from the Chairman	5
Reprise de la croissance	A return to growth	6
1_Faits et Chiffres	Facts and figures	8
2_Développements	Developments	10
3_International et normalisation	International and standards-related activities	14
4_Communication	Communication	16
5_Ils font le Cofrac	They are the Cofrac	18
6_Exigences et pratiques	Requirements and practices	24
7_Résultats Financiers	Financial results	26

# Conseil d'administration

PRÉSIDENT <b>Chairman</b>	François MAUDUIT
VICE-PRÉSIDENT <b>Vice-Chairman</b>	Claude BOUTTEVILLE
TRÉSORIER <b>Treasurer</b>	Marc BAÏ

## ORGANISMES ACCRÉDITÉS **Accredited Bodies**

Robert BIGUET	ASQUAL
Jean-Rémi GOUZE	APAVE GROUPE
Reine LANDA POTEAU	INERIS
Alain MAUGARD	CSTB
Marc MORTUREUX	LNE
Michel POUDRAI	COFREND
Jacques TEXIER	AFAQ

## GROUPEMENT PROFESSIONNELS **Professional groups**

Marc BAÏ	FIM
Claude BOUTTEVILLE	MEDEF
Françoise FOCQUÉ	APCA
Marcel PEDENAUD	CGPME
Dominique RAIN	UIC
Catherine VALETTE	FNTF

## CONSOMMATEURS ET DONNEURS D'ORDRES **Consumers and Principals**

Jean-Louis NORMANDIE	CNAFC
Michel ROMANET	GAZ DE FRANCE
Jean SALVATOR	FAMILLES DE FRANCE

## POUVOIRS PUBLICS **National Authorities**

Valérie BADUEL	DGA
Aline PEYRONNET	DGCCRF
Pierre VALLA	SQUALPI

## PERSONNALITÉS QUALIFIÉES **Qualified Persons**

Luc ERARD	BNM
Pierre LOISIER	SNCF
François MAUDUIT	PHILIPS FRANCE

## MEMBRES À TITRE CONSULTATIF **Advisory Members**

François FALCONNET	Président de la Commission d'audit interne
Gérard MANTEL	AFNOR, Directeur de la normalisation
Olivier MOREL	Contrôle d'Etat
Philippe SIXDENIER	Commissaire aux comptes



François Mauduit  
Président du Cofrac  
*Chairman of Cofrac*

## Le mot du Président

2004 a vu le Cofrac fêter ses dix années d'existence. Cet événement a été l'occasion, bien sûr, de se retourner sur le passé et de mesurer le chemin parcouru, mais aussi et surtout de se projeter vers l'avenir et de définir les axes de progrès nécessaires au bon développement de l'accréditation française. Ce développement a connu en 2004 un regain de croissance nettement plus sensible que celui qu'a connu l'économie en général. Dans ce contexte, le Cofrac se doit de prendre les dispositions nécessaires pour, non seulement répondre aux exigences normatives auxquelles il est soumis, mais également pour être prêt à mieux servir tous ceux qui lui font confiance, directement ou indirectement. A cette fin, nous avons entrepris plusieurs actions d'envergure dont les premiers effets devraient commencer à se faire sentir dès 2005. Je citerai notamment la refonte du système d'information, la remise à plat du système de gestion et de qualification des auditeurs et la révision des statuts et du règlement intérieur de l'Association Cofrac. Il est véritablement indispensable de veiller en permanence à l'adaptation de l'outil aux besoins, afin que demeure la confiance dont bénéficie le Cofrac et que s'élargissent encore ses domaines d'activité au bénéfice de l'économie française.

## Message from the President

The year 2004 saw the 10th anniversary of the Cofrac. Naturally, this landmark event provided an opportunity to look back over the past decade and to measure just how far we have come in that time, but also and above all to look to the future and to define those areas in which we still need to make progress in order to successfully expand French accreditation. During 2004, this growth continued at a rate significantly ahead of that seen in the economy as a whole. The Cofrac needs to take the measures necessary not only to meet the standards-related requirements to which it is subject, but also in order to be better able to serve those companies and organisations which place their trust in it, either directly or indirectly. With this in mind, we have launched several major activities, the initial effects of which are just beginning to be felt today in 2005. Among others, I should mention the redesign of our information system, a complete "ground up" rebuilding of our system for handling the management and qualification of assessors, in addition to the revisions to the Cofrac Association's rules and articles of association. It is vitally important that we constantly ensure that our operational tools are well adapted to requirements, in order to retain the trust that people now place in the Cofrac, and to further extend the areas of activity in which we are involved, to the benefit of the French economy as a whole.

# 2004

## Reprise de la croissance



*Les difficultés de l'année 2003 ont fait place à une situation plus sereine puisque, grâce à la reprise de la croissance du développement de l'accréditation et à des augmentations tarifaires, nous avons pu dégager en 2004 un excédent de résultat permettant de ramener le fonds social à son niveau de fin 2002. Ce résultat démontre que le Cofrac sait être réactif !*

### ACCREDITATION

#### ↪ activité soutenue et élargissement des champs d'intervention

Au titre de la section Laboratoires, 138 accréditations initiales ont été prononcées, portant à près de 1500 le nombre cumulé d'entités accréditées à fin 2004. A noter, en particulier, la première accréditation d'un organisme organisateur de comparaisons interlaboratoires. Par ailleurs, plus de 1200 audits ont été réalisés au cours de l'année. Concernant cette section, voici les principaux faits marquants à signaler :

- collaboration étroite avec la Direction des relations du travail (DRT) pour la mise en place d'accréditations dans plusieurs secteurs touchant la sécurité des travailleurs ;
- mise en place de l'activité d'audit dans le cadre des bonnes pratiques d'expérimentation (BPE) à la demande de la Direction générale de l'alimentation ;
- signature d'une convention de coopération avec l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé (Anaes) dans le domaine de la santé humaine ;

- extension du champ de l'accréditation en métrologie légale ;
- renouvellement des membres de toutes les commissions techniques d'accréditation.

Pour sa part, la section Inspection comptait 116 entités accréditées à fin 2004 et a réalisé 103 audits au cours de l'année. Elle a beaucoup travaillé au réexamen du statut des organismes de type A (tierce partie) selon la norme EN 45004 d'après les nouvelles directives d'EA et sur la redéfinition du périmètre d'accréditation pour l'ensemble des domaines.

Elle a également ouvert de nouveaux domaines d'accréditation pour l'inspection des machines à voter, des canalisations de transport de gaz, des remontées mécaniques ou des matériels de multiplication végétative de la vigne.

Enfin, concernant les sections Certification, le nombre total d'entités accréditées reste stable (80 à fin 2004) mais il convient de signaler des développements nouveaux ayant abouti à la mise en place de l'accréditation :

- certificateurs de personnes selon la norme internationale ISO/CEI 17024 qui remplace la norme européenne EN 45013 et, dans ce cadre, l'accréditation de certificateurs des formateurs de la personne compétente en radioprotection ;
- certificateurs de prestataires de services de confiance, selon la norme EN 45012 ;
- certificateurs de produits agricoles et alimentaires à la demande des fédérations professionnelles de la distribution (référentiel IFS et BRC) selon la norme EN 45011.

A souligner, enfin, le renouvellement du comité de la section Certification de produits et services.

### INTERNATIONAL

#### ↪ des avancées significatives

Au niveau européen, le principal fait marquant est le travail engagé par la Commission de Bruxelles en vue de doter l'accréditation du statut de «service économique d'intérêt général». Cette avancée est fondamentale pour la pérennisation de systèmes d'accréditation nationaux à but non lucratif uniques. Le Directeur du Cofrac, en tant que Président d'EA (European Cooperation for Accreditation), y a activement participé avec, notamment, la collaboration des Pouvoirs Publics français. Cependant, il reste encore beaucoup à faire.

Bien entendu, le Cofrac a continué à assurer le secrétariat d'EA ainsi que de son comité consultatif (EA Advisory Board), mission liée, à ce jour, à la présidence de l'organisation. Toutefois, EA a décidé la mise en place d'un secrétariat permanent (indépendant de la présidence) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2006. Par ailleurs, le Cofrac a poursuivi sa participation aux travaux techniques au sein des différents comités d'EA ainsi qu'aux évaluations par les pairs organisées dans le cadre de l'accord de reconnaissance multilatéral européen.

A signaler enfin que le Cofrac a lui-même été réévalué par une équipe d'EA en avril 2004 et que la conclusion de cette évaluation est le maintien de notre statut de signataire de l'accord multilatéral dans tous ses domaines.

Au niveau mondial, le Cofrac a participé aux travaux d'ILAC (International Laboratory Accreditation Co-operation) et d'IAF (International Accreditation Forum). Le Directeur du Cofrac a été élu Président d'ILAC en septembre 2004 et continue à participer aux réunions du comité exécutif d'IAF. La coopération entre les deux organisations se poursuit. Ainsi, ont-elles signé des accords de coopération, en mars avec l'ISO (Organisation Internationale de Normalisation) et en septembre, avec l'UNIDO (Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel). Ces coopérations impliquent des réunions auxquelles le Directeur du Cofrac participe au titre de ses mandats internationaux.

### COMMUNICATION

#### ↪ l'année du 10<sup>e</sup> anniversaire

2004 a vu le Cofrac célébrer son 10<sup>ème</sup> anniversaire. Cet événement a été l'occasion d'une campagne de communication soutenue dont le point d'orgue a été la manifestation du 22 juin qui a réuni environ 300 personnes au Palais Brongniart à Paris. Par ailleurs, le Cofrac a continué de participer activement à des colloques, salons ou autres manifestations relatives à la qualité et à l'évaluation de la conformité.

Enfin, il a poursuivi la publication au rythme prévu de «Compétences, le magazine de l'accréditation» et de «La Lettre Cofrac» avec, en particulier, un numéro «Spécial Pouvoirs publics» centré sur l'accréditation réglementaire et assuré, chaque semaine, l'actualisation de son site Internet.

### STRUCTURE PERMANENTE

#### ↪ de nouveaux chantiers

A fin 2004, l'effectif total de la structure permanente était de 62 personnes contre 65 à fin 2003. Cette légère diminution s'explique par le départ de collaborateurs dont les remplacements sont en cours.

L'équipe a poursuivi le développement d'importants chantiers visant à améliorer le fonctionnement du Cofrac :

- amélioration du processus de gestion et de qualification de nos auditeurs et experts
  - évolution de notre système d'information
  - révision des statuts et du règlement intérieur.
- Les formations initiale et continue de nos auditeurs ont été assurées.

L'aide financière de l'Etat est restée stable par rapport à 2003 et nous a permis, comme par le passé, de financer partiellement certains développements, nos travaux internationaux et notre communication.

Ainsi, le Cofrac a repris sa marche en avant.

*The difficulties encountered during 2003 have now been replaced by a somewhat calmer climate. Thanks to renewed growth in accreditation and to the price increases that we have introduced during 2004 we were able to generate an earnings surplus making it possible to achieve levels of capital comparable to late 2002. These results demonstrate that the Cofrac has the capacity to react when needed!*

#### **Accreditation: sustained activity levels and an increase in our areas of involvement**

Firstly, for the Laboratories section, 138 initial accreditations were issued, taking the combined number of entities accredited by late 2004 to almost 1500. In particular, we should note the very first accreditation of a body handling the organisation of interlaboratory comparisons. Additionally, more than 1200 assessments were carried out during the year.

Here are the various highlights from this section:

- Close collaboration with the Labour Relations Department (the Direction des relations du travail or "DRT") for the launch of accreditations in several sectors dealing with workers' safety
- The introduction of assessment activities for the Best Practices in Experimentation (BPEs) at the request of the Foods Department of the ministry of agriculture
- The signature of a co-operation agreement with the Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé (ANAES - National agency for health accreditation and assessment) in the human health field
- The extension of the accreditation field where legal metrology is concerned
- A fresh round of appointments to all of the technical accreditation committees.

For its part, the Inspection section could boast 116 entities accredited by late 2004, and had carried out 103 assessments during the year. It has carried out a great deal of work on re-examining the status of type A (third-party) bodies based on the EN 45004 standard according to the new EA rules, and on redefining the accreditation scope for all of the fields involved.

It has also opened new accreditation fields for the inspection of voting machines, gas transportation

## 2004: A return to growth

pipelines, ski lifts or vineyard vegetative propagation equipment.

Finally, where the Certification sections are concerned, the total number of accredited entities has remained static (80 by late 2004) but we should point out a number of new developments leading to accreditation:

- Bodies carrying out the certification of staff based on the international ISO/IEC 17024 standard which replaces the European EN 45013 standard, and, within this framework, the accreditation of certification bodies issuing certification for trainers of competent staff in the radiation safety field
  - Certification bodies handling the certification of trusted service providers as per the EN 45012 standard
  - Certification bodies for agricultural and food products, at the request of the professional distribution federations (IFS and BRC system) as per the EN 45011 standard.
- Finally, we should mention the fresh round of appointments to the Certification of Products and Services committee.

#### **Significant progress on the international scene**

At a European level, the main highlight to be pointed out here is the work undertaken by the European Commission in Brussels with a view to granting accreditation the status of "a service of general economic interest". Such progress is vital in order to guarantee the long-term future of unique non-profit making national accreditation systems. As Chairman of EA (European Co-operation for Accreditation) the general manager of the Cofrac has participated actively on this project, with the support of the French public authorities among others. However, a great deal still remains to be done in this particular area.

Naturally, the Cofrac has continued to provide the secretarial services for EA and its consultative committee (the EA Advisory Board), a role which is currently tied up with the Presidency of the organisation. However, EA has decided to set up a permanent secretarial service (independent of the Presidency) as from January 1, 2006.

Additionally, the Cofrac has continued to participate in the technical work carried out within the various EA committees as well as in the peer reviews organised as part of the European multilateral recognition agreement.

Finally, we should add that the Cofrac itself was reevaluated by an EA team in April 2004 and that as a result of this evaluation our status as a signatory of the multilateral agreement will be maintained in all fields.

At a global level, the Cofrac has participated in the work of the ILAC (International Laboratory Accreditation Co-operation) and the IAF

(International Accreditation Forum). The general manager of the Cofrac was elected as president of the ILAC in September 2004 and continues to participate in the IAF's Executive Committee meetings.

The co-operation between the two organisations is continuing. This involved the signing of co-operation agreements in March with the ISO (International Organization for Standardization) and in September with the UNIDO (United Nations Industrial Development Organization). These co-operation agreements involve meetings in which the general manager of the Cofrac participates as per his international mandates.

#### **Communication: The Cofrac's 10th anniversary**

In 2004, the Cofrac celebrated its 10th anniversary. This event provided the opportunity for a sustained publicity campaign, the highlight of which was the event held on June 22 which brought together some 300 people at the Palais Brongniart in Paris. Additionally, the Cofrac has continued to actively participate in the colloquiums, shows or other events concerning quality or conformity assessment.

Finally, it has continued to publish its "Compétences" magazine and the "Cofrac Newsletter" at the planned frequency, including in particular a "public authorities special" edition focusing on statutory accreditation, as well as updating its web site each week.

#### **The Cofrac's permanent structure: new projects**

At the end of 2004, the Cofrac's permanent structure included a total of 62 people compared to 65 in late 2003. This slight reduction is explained by the departure of a number of staff whose posts have yet to be filled.

The team has continued to develop a number of major projects aimed at improving the way the Cofrac operates:

- Improvements to our process for handling the management and qualification of our assessors and experts.
- The upgrading of our information system.
- Modifications to the articles of association and the internal rules.

The initial and ongoing training of our evaluators has continued.

Financial assistance from the state remained static compared to 2003 and as in the past this has enabled us to partially finance certain developments, including our international work and our publicity activities.

As you can see, the Cofrac is now moving forward again.

# Faits et Chiffres

*“Le Cofrac s’affirme comme une référence majeure en matière de qualité et dans le domaine de l’attestation de conformité, en France et en Europe.”*



## Trois points forts

### COMMUNICATION

#### ➔ Un anniversaire tourné vers l’avenir

L’année 2004 a été marquée par la célébration des 10 ans du Cofrac, avec un temps fort : la manifestation événement du 22 juin, au Palais Brongniart, au cours de laquelle le Président Mauduit a rappelé son ambition pour le Cofrac : toujours tendre vers l’Excellence. Il a souhaité que le Cofrac s’affirme comme une référence majeure en matière de qualité et dans le domaine de l’attestation de conformité, en France et en Europe. Pour cela, le Cofrac doit agir sur tous les leviers : transparence financière, amélioration du système d’information, optimisation de la démarche qualité. Autant de chantiers qu’il faut impérativement mener à bien afin de maintenir sa crédibilité et sa légitimité.

Cette année a également été celle d’une refonte complète du site internet cofrac.fr. Outre une présentation plus attrayante et plus dynamique, cette nouvelle version gagne en interactivité et en services. En effet, les utilisateurs ont accès à de nouvelles pages, mieux structurées, plus complètes et ont la possibilité de télécharger un nombre accru de documents. En offrant une information plus claire, détaillée, avec des actualisations fréquentes, ce site continue de s’imposer comme un outil majeur de la communication du Cofrac.

### PARTENARIAT

#### ➔ Accord de coopération entre l’Anaes et le Cofrac

Autre point fort de l’année 2004, la signature d’une convention entre l’Anaes, l’agence nationale d’accréditation et d’évaluation en santé, et le Cofrac. Cet accord s’inscrit dans la volonté de l’Anaes de développer une politique de coopé-

ration avec les organismes d’évaluation externe de la qualité ayant une activité dans le domaine de la santé. Il complète les accords signés, en 2004, avec les organismes certificateurs Afaq, BVQI et SGS-ICS.

Cet accord prévoit la prise en compte de l’accréditation par le Cofrac d’un laboratoire d’analyses médicales dans le cadre de l’accréditation d’un établissement de santé par l’Anaes.

### DÉVELOPPEMENTS

#### ➔ Deux premières et une décision marquante

En matière d’accréditation, l’année a été marquée, notamment, par les premières accréditations délivrées dans deux domaines :

**1. comparaisons inter-laboratoires.** Le Cofrac a délivré une première accréditation à un organisme de comparaisons inter-laboratoires. Ces organismes ont pour vocation de réaliser des campagnes de comparaisons d’analyses et d’essais effectués par les laboratoires afin d’évaluer leurs performances. C’est un des éléments permettant d’assurer la qualité des prestations délivrées par les laboratoires. Face à une pratique s’ouvrant de plus en plus à l’international, ces comparaisons, définies et mises en oeuvre suivant des conditions prédéterminées, sont promises à un réel développement.

**2. Contrôle des constituants de sécurité et sous-systèmes des installations à câbles transportant des personnes (directive 2000/9/CE).** Cette accréditation a été délivrée au titre de l’annexe A de la norme NF EN 45004 au service technique des remontées mécaniques et des transports guidés (STRMTG) du ministère de l’Équipement. Il s’agit du premier service de l’état accrédité par la section Inspection.

Autre point fort de l’année 2004 : la décision prise

## ACTIVITÉ DES SECTIONS

	Total	Accréditations Initiales	Extensions	Renouvellements	Suspensions	Retraits	Audits	Nombres de réunions de commissions
<b>Laboratoires</b>	<b>1456</b>	137	340	188	46	25	1239	34
Biologie-biochimie	464	32	144	52	12	11	407	12
Chimie-environnement	421	51	133	62	19	8	390	11
Mécanique	389	33	38	59	6	6	281	5
Physique-électricité	182	21	25	15	9	0	161	6
<b>Inspection</b>	<b>116</b>	15	12	46	3	0	103	21
Certification de produits et services	46	5	24	13	0	0	116	12
Certification d’entreprises, de personnels et Environnement	34	6	2	9	1	0	93	7



par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie en matière de contrôle des réseaux d'assainissement. Désormais, les collectivités territoriales dépendant de ce bassin et souhaitant bénéficier des aides financières de l'Etat doivent confier les contrôles de réception des réseaux d'assainissement neufs à un organisme accrédité. Enfin, il a été procédé au renouvellement du comité de section Certification de produits et services ainsi qu'au premier renouvellement de l'ensemble des commissions techniques d'accréditation de la section Laboratoires. En reconduisant la majorité des membres candidats dans leur mandat, les instances du Cofrac ont fait

le choix de la continuité ; un choix qui facilite l'harmonisation croissante des méthodes et procédures.

Sur le plan international, la confiance renouvelée au Cofrac à l'issue de l'audit de réévaluation par EA qui a mobilisé toutes les équipes internes, a été un moment fort de l'année. En effet, cette reconnaissance par les pairs reste déterminante pour la poursuite de ses missions.

Elle est aussi la clé de l'acceptation à l'étranger des prestations réalisées sous couvert d'une accréditation Cofrac.



## Our three key advantages

*"The Cofrac is emerging as a reference in the quality and conformity assessment fields, both in France and throughout Europe."*



### **An anniversary to celebrate both the past and above all the future**

The year 2004 saw the celebration of the Cofrac's 10th anniversary, with the highlight being the event held on June 22 at the Palais Brongniart, during which President Mauduit reminded everyone of his ambition to see the Cofrac always firmly focusing on excellence. He stressed that the Cofrac is emerging as a reference in the quality and conformity assessment fields, both in France and throughout Europe. To firmly establish itself as a leader in these areas the Cofrac must focus on three factors: financial transparency, improvements to the information system, and the optimisation of the quality system. These are all areas requiring urgent work in order for the Cofrac to maintain its credibility and legitimacy.

This year also saw a complete redesign of the cofrac.fr website. In addition to a more attractive and more dynamic layout, this version offers greater interactivity and more services. Users now have access to new pages which are better structured and richer in content. They can also download an increasing number of documents. By offering clearer, detailed information with frequent updates, this site continues to play a key role as part of the Cofrac's communication strategy.

### **Cooperation agreement between the Anaes and the Cofrac**

Another highlight of the year 2004 was the signature of an agreement between the Anaes (the national health accreditation and assess-

ment agency) and the Cofrac. This agreement demonstrates the Anaes' ongoing commitment to developing a co-operation policy with the external quality assessment bodies carrying out activities in the health field. It accompanies the agreements signed in 2004 with the Afaq, BVQI and SGS-ICS certification bodies.

Under this agreement, the accreditation by the Cofrac of a medical laboratory can be taken into account as part of the accreditation of a health establishment by the Anaes.

### **Two "first" in accreditation and... a key decision!**

Where accreditation is concerned, among other things the year saw the first accreditations being issued in two fields:

1. Organisers of interlaboratory comparisons (OILC). The Cofrac issued its first accreditation to an organiser of interlaboratory comparisons. These bodies have the task of carrying out series of tests and measurements with the aim of assessing the performance and guaranteeing the quality of the services provided by laboratories. Faced with the increasing internationalisation of this sector, these comparisons (which are defined and implemented based on predetermined conditions) offer some highly promising opportunities for development.

2. Inspection of the safety components and sub-systems of cable installations for transporting people (directive 2000/9/CE). This accreditation was issued under appendix A of the NF EN 45004 standard to the technical department for ski lifts and guided transport systems (the

"STRMTG") of the Ministry of Amenities. This is the first state department to be accredited by the Inspection section.

Another highlight of the year 2004 was the decision taken by the Agence de l'Eau Seine-Normandie (Seine-Normandy Water Agency) concerning the inspection of wastewater systems. From now on, those local authorities depending on the Agency wishing to benefit from financial assistance from the state must have the approval inspections for new wastewater systems carried out by an accredited body. This decision (which is highly encouraging in view of its recognition of the accreditation of inspection bodies operating in this field), has led to a significant increase in this activity (with 18 accreditation applications).

Finally, the Certification of Products and Services section's committee was renewed, this coinciding with the first ever renewal of all of the technical accreditation committees in the Laboratories section. With most of the candidate members being re-elected, these various bodies have opted for continuity, a choice which facilitates the increasing harmonisation of their methods and procedures.

Internationally, a key feature during the year was the fresh vote of confidence in the Cofrac following the reevaluation visit by EA which involved all of the internal teams. Indeed, this recognition by our peers is very important for the Cofrac when carrying out its missions.

It is also vital when it comes to gaining international acceptance for services covered by a Cofrac accreditation.

# Développements

Dans les quatre pôles, l'activité de développement a été soutenue.

L'accréditation en portées flexibles continue de susciter un intérêt croissant chez les laboratoires.

## Laboratoires

### ⇒ Un engagement fort de chaque pôle d'activité

Chacun des quatre pôles s'est fortement investi dans de nombreux développements.

Ainsi, le pôle **Biologie-Biochimie** a répondu aux premières demandes d'accréditation pour des analyses selon des méthodes de biologie moléculaire. Celles-ci concernent principalement l'identification de souches bactériennes ou virales dans les domaines liés à l'agro-alimentaire et à l'agronomie-végétaux.

Autre tendance forte : l'intensification des demandes provenant des laboratoires d'analyses agroalimentaires pour des accréditations en portée flexible. Cette nouvelle possibilité apporte plus de souplesse puisqu'elle permet au laboratoire de valider ses compétences à adapter une méthode ou en créer une nouvelle dans un domaine défini sans attendre un prochain audit du Cofrac. Ces demandes concernent plus particulièrement l'identification et le dosage des contaminants (pesticides, métaux...) dans les matrices alimentaires. Enfin, l'activité a été soutenue dans le domaine des OGM suite à la parution en 2003 d'un référentiel technique.

Le pôle **Chimie-Environnement** a axé son développement sur trois domaines principaux :

- Analyses et prélèvements de polluants atmosphériques et de polluants dans l'air des lieux de travail et analyses physico-chimiques et microbiologiques des eaux, boues et sédiments. A noter la demande croissante d'accréditations spécifiques sur l'analyse de *Legionella* et *Legionella pneumophila*.
- Contrôle de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, notamment sur la partie radiologique avec la parution du décret 2001-1220 et les arrêtés d'application parus depuis 2003.
- Depuis le 1er octobre 1994, la réglementation concernant l'homologation et l'autorisation de mise sur le marché des produits phytosanitaires précise que les essais biologiques doivent être des essais officiels ou officiellement reconnus, mis en œuvre dans un réseau d'expérimentation conformément aux Bonnes Pratiques d'Expérimentation (BPE). La recon-

naissance passe par l'obtention d'un agrément délivré par le ministère de l'Agriculture. Par délégation de la direction générale de l'alimentation (DGAI), sous-direction de la protection des végétaux (SdPv), le Cofrac assurera la gestion logistique du dispositif d'agrément des organismes de contrôle. Le schéma correspondant a été mis au point en 2004 et sera appliqué en 2005.

Enfin, l'activité du pôle est également marquée par la croissance des demandes concernant les analyses de déchets (mâchefers, analyses de produits chimiques ultra-purs utilisés en micro-électronique) et par une augmentation sensible des fusions et rapprochements de laboratoires entraînant l'émergence de structures multi-sites.

Parmi les réalisations du pôle **Mécanique**, signalons la mise en place de l'accréditation pour les analyses des ouvrages en métaux précieux à la demande des pouvoirs publics (DGDDI, DIGITIP). Cette accréditation s'inscrit dans le cadre de la réforme de la garantie et du décret paru au JO le 8 juillet 2004. En 2004, sur une dizaine d'intentions reçues, trois accréditations ont été prononcées.

L'évolution de la réglementation dans le domaine du mesurage statique des volumes a conduit à l'extension du champ de l'accréditation : celle-ci porte essentiellement sur l'aptitude des organismes à établir des certificats ou des barèmes de jaugeage et à prononcer des jugements par rapport à la réglementation.

Le pôle **Physique-Electricité** a procédé aux premières accréditations des organismes chargés de vérifier le respect de l'exposition du public aux champs électromagnétiques aux abords des équipements et installations radio-électriques suivant les valeurs limites fixées par la réglementation européenne. Ces accréditations résultent des échanges initiés, en 2003, avec l'Agence nationale des fréquences (ANFR). Elles s'appuient sur une procédure de mesure *in situ* visant à vérifier, pour les stations fixes, le respect des limitations d'exposition.

Autre activité significative de ce pôle : l'accréditation de laboratoires de mesures intervenant en dosimétrie externe dans le cadre de



la surveillance individuelle de l'exposition des travailleurs aux dangers des rayonnements ionisants ; une démarche engagée suite à la convention signée avec la direction des relations du travail (DRT) du ministère des Affaires Sociales, du Travail et de la Solidarité. En conditionnant l'agrément à l'obtention de l'accréditation, cette procédure contribue à

renforcer la protection des personnes sur leur lieu de travail.

Enfin, le pôle a été sollicité pour mettre au point un programme d'accréditation des laboratoires de tests des futures cartes «e-administration» : carte Sésame, carte Vitale 2, carte nationale d'identité électronique notamment. Des contacts

ont été pris avec l'Agence pour le développement de l'administration électronique (ADAE), structure créée en 2003 et destinée à supporter le développement de systèmes d'information permettant de moderniser le fonctionnement et les services de l'Administration.

*Within each of the four divisions, sustained activity could be seen.*

*The Laboratories' interest for flexible scopes continues to increase.*

### **A strong commitment from each division**

Each of the four divisions has thrown itself wholeheartedly into new areas of development.

This has seen the **Biology-Biochemistry** division responding to the first requests for the accreditation of analyses based on molecular biology methods. These chiefly concerned the identification of bacteria or virus strains in areas related to the food and plant/agronomy sectors.

Another emerging trend has been the upsurge in demand from laboratories applying for accreditations with a flexible scope. This new possibility offers greater flexibility as it makes it possible for the laboratory to obtain approval for its competence to adapt a method or to create a new one in a given area without waiting for the next assessment by the Cofrac. These applications more particularly concern the identification and dosage of contaminants (pesticides, metals, etc.) in food production systems.

Finally, we have seen sustained activity in the GMO field following the publication of a technical guide for accreditation in 2003.

The **Chemistry-Environment** division has focused its development work on three main areas:

- Analyses and sampling of atmospheric pollutants, airborne pollutants in the workplace and physical/chemical and microbiological analyses of water, sludge and sediment. We should note the increasing demand for specific accreditations focusing on the analysis of Legionella and Legionella pneumophila.
- Quality control of water intended for human consumption, particularly concerning radiological aspects, with the publication of decree 2001-1220 and the application orders published since 2003.

- Since October 1, 1994, the regulation concerning the approval and market launch authorisation for phytosanitary products stipulates that the biological tests must be official tests or must be officially recognised, and must be carried out within an experimentation network conforming to the Best Practices in Experimentation (BPEs). The granting of recognition is subject to an approval being obtained from the Ministry of Agriculture. Delegated by the Food Department's plant protection subdepartment, the Cofrac handles the logistical administration of the approval scheme for the inspection bodies. The relevant accreditation scheme was developed and will be implemented in 2005.

Finally, the division's activities have also been influenced by the increase in requests concerning the analysis of waste (including slag, and the analysis of ultra-pure chemical products used in the microelectronics industry) and by a significant increase in mergers and partnerships between laboratories resulting in the emergence of multi-site organisations.

Among the successes of the **Engineering** division, we should mention the creation of the accreditation for analyses of pieces of work comprising precious metals, at the request of the public authorities (DGDDI, DIGITIP). This accreditation falls within the framework of the guarantee reforms and the decree published in the Official Journal on July 8, 2004. In 2004, out of 10 statements of intent which were received by the Cofrac 3 accreditations were granted.

Changes in regulations concerning the static measurement of volumes have led to the extension of the accreditation scope. This chiefly concerns the aptitude of the bodies involved to draw up certificates or gauging scales and to issue an opinion vis-à-vis the regulations.

The **Physics-Electricity** division has carried out the first accreditations issued to organisations given the task of verifying public exposure to electromagnetic fields around wireless equipment and facilities, based on threshold limits set by European regulations. These accreditations are the result of discussions held during 2003 with the Agence Nationale des Fréquences (National Frequencies Agency or "ANFR"). They use an in situ measurement procedure aimed at ensuring

that fixed transmitters do not exceed the exposure limits.

Another significant activity for this division is the accreditation of measurement laboratories involved in external dosimetry concerning the individual monitoring of workers' exposure to the dangers of ionising radiation. This is a process that got underway following the blanket agreement signed with the Labour Relations Department of the Ministry of Social Affairs, Labour and Solidarity. By making approval conditional upon the granting of accreditation, this procedure contributes to boosting protection for employees in their place of work.

Finally, the division was asked to develop an accreditation programme for laboratories carrying out the testing of the future "e-administration" cards such as the Sésame card, the Vitale 2 card, or the electronic national identity card for example. Contacts have been developed with the agency for the development of electronic admi-



nistration (ADAE - Agence pour le développement de l'administration électronique), an organisation created in 2003 to encourage and support the development of information systems making it possible to modernise the way the public services operate.



De nouvelles accréditations ont concrétisé la mise en place réussie de nouveaux schémas.



L'accréditation continue de répondre à un fort besoin de rationalisation et de confiance.



## Inspection

### ➔ Finalisation de nouveaux schémas d'accréditation

L'année 2004 a été marquée par la finalisation du développement de schémas spécifiques, aboutissant à de nouvelles accréditations. Outre le domaine des inspections des constituants de sécurité et sous-systèmes des installations à câbles transportant des personnes, la section Inspection a entrepris trois chantiers majeurs :

1. Vérification de conformité des machines à voter. Le Bureau Veritas a obtenu une extension d'accréditation et la première accréditation au titre de l'annexe A de la norme NF EN 45004 pour la vérification de la conformité des machines à voter au règlement technique fixant les conditions d'agrément de ces machines, publié par le ministère de l'Intérieur.

2. Contrôle des dossiers d'épreuves et réalisation du contrôle des épreuves hydrauliques. GDF SEC (Gaz de France - suivi des épreuves sur canalisations), le service de Gaz de France dépendant de la Direction Transport, a obtenu, au titre de l'annexe B de la norme NF EN 45004,

son accréditation pour le contrôle des dossiers d'épreuves et la réalisation du contrôle des épreuves hydrauliques (résistance et étanchéité). Ces contrôles réglementaires sur site, effectués par délégation des DRIRE, concernent les canalisations neuves de gaz combustible.

3. Contrôles de la sélection, de la production, de la circulation et de la distribution des matériels de multiplication végétative de la vigne. L'ONIVINS, établissement public à caractère industriel et commercial sous tutelle du ministère de l'Agriculture et du ministère des Finances, est accrédité au titre de l'annexe A de la norme NF EN 45004 pour ces contrôles.

Comme on l'a vu, la décision de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie de subordonner l'octroi de financements publics au recours à des organismes de contrôle accrédités a entraîné une augmentation sensible de cette activité : la section a traité 18 demandes et 10 audits initiaux et délivré 8 accréditations.

## Certification

### ➔ Diversification des domaines

L'activité Certification de produits agricoles et alimentaires a été soutenue grâce à l'émergence de nouveaux domaines en réponse aux demandes des fédérations professionnelles privées européennes de la distribution, en lien avec EA. L'International Food Standard (IFS) et les normes techniques du British Retail Consortium (BRC) sont des programmes élaborés en France et s'appuyant sur des référentiels d'audit des fournisseurs de produits à marques de distributeurs (MDD). Objectif : rationaliser les audits de ces fournisseurs.

Autre domaine porteur : l'accréditation pour la qualification des exploitations agricoles au titre de l'agriculture raisonnée qui a maintenu un cap de forte demande. A fin 2004, 16 organismes sont accrédités sur ce programme. Ces accréditations répondent aux exigences du dispositif national de qualification des exploitations prévoyant l'accréditation des organismes de contrôle.

Cette année a également vu la mise en place de l'accréditation pour la certification de personnes selon la norme NF EN ISO/CEI 17024 parue en 2003 en français et qui remplace la norme NF EN 45013. Le nouveau texte introduit des changements significatifs dans sa structure et sa rédaction mais aussi au niveau des exigences d'accréditation. Son statut de norme ISO facilitera en outre la reconnaissance internationale des certificats. Dès juillet, les audits étaient conduits suivant le nouveau référentiel si bien que fin 2004, la moitié des certificateurs de personnes accré-



Création de trois nouvelles marques d'accréditation

En certification, le logo "Certification de produits et services" est supprimé et remplacé par deux logos distincts pour la certification de produits industriels et pour la certification de services. La création de ces deux logos répond à un objectif de clarification sur le marché. En effet, jusqu'à présent, un accrédité pouvait afficher le logo Certification de produits et services sans être nécessairement accrédité pour les deux domaines. Les deux nouvelles marques sont entrées en vigueur le 15 mars 2004, avec l'accord du Conseil d'administration et du comité de section Certification de produits et services. Les organismes ont jusqu'au 15 mars 2005 pour actualiser leurs documents, date à laquelle l'ancien logo ne sera plus valide.



Un autre nouveau logo a été créé en 2004 à l'usage des organisateurs de comparaisons interlaboratoires accrédités.

dités Cofrac l'étaient d'après l'ISO/CEI 17024. En matière de **Certification d'entreprises et personnels et Environnement**, signalons également les développements réalisés dans trois domaines :

1. formation de la personne compétente en radio-protection : les formateurs doivent être certifiés par un certificateur accrédité selon la norme NF EN 45013 ou NF EN ISO/CEI 17024 et des modalités d'application spécifiques au domaine. C'est ce que prévoit l'arrêté du 29 décembre 2003. Le nouveau dispositif vient remplacer l'agrément précédemment délivré aux organismes de formation du secteur et s'inscrit dans le cadre des diverses mesures relatives à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants établies par le Code du Travail récemment révisé.
2. certification des prestataires de services de confiance (PSC) pour la signature électronique qui sera accréditée selon la norme NF EN 45012.

3. mise en place du système d'échanges de quotas d'émission de gaz à effet de serre prévu par la directive européenne n°2003/87/CE.

Les déclarations des exploitants concernant leurs émissions de gaz devront être vérifiées par un organisme accrédité. Contact a été pris avec le ministère de l'environnement en 2004 afin que le schéma soit opérationnel en 2005.

4. certification de la gestion forestière durable selon le référentiel PEFC (Program for Endorsement of Forest Certification schemes). Fruit d'une collaboration étroite et active entre le Cofrac, PEFC France, les organismes certificateurs et un représentant des propriétaires forestiers, un programme d'accréditation a été établi et permettra une accréditation spécifique basée sur le guide ISO/CEI 66. Cette certification s'appuie sur un référentiel européen dont les spécificités sont déclinées au niveau national et donc adaptées au contexte particulier de la forêt française. Elle vise à reconnaî-

tre le système de management de la gestion durable de la forêt opérée par les entités régionales. Les premières accréditations devraient voir le jour dès 2005.

Certification des monteurs en canalisations électriques souterraines

**Le département de certification de Nexans Interface (DCNI) a été accrédité pour la certification des monteurs en canalisations électriques souterraines, suivant un référentiel EDF-GDF Services. Une certification de compétence sous accréditation qui vise à améliorer la fiabilité des réseaux électriques souterrains et aéro-souterrains basse et moyenne tensions d'EDF-GDF Services.**

## Inspection

### The finalisation of new accreditation programmes

The year 2004 saw the finalisation of the development work for a number of specific programmes leading to new accreditations. In addition to the inspection of safety components and subsystems of cable installations for transporting people, the inspection section has also carried out work in three key areas:

1. The verification of the conformity of voting machines. Bureau Veritas has obtained an accreditation extension and the first accreditation under appendix A of the NF EN 45004 standard for the verification of the conformity of voting machines vis-à-vis the technical rules laying down the approval conditions for these machi-

nes, published by the Ministry of the Interior.

2. The inspection of test files and the performance of inspections of hydraulic tests. GDF SEC (the Gaz de France department which reports to the Transport Department, and which handles the monitoring of tests on pipework), has obtained its accreditation for the inspection of test files and the performance of inspections of hydraulic tests (resistance and seal properties) under appendix B of the NF EN 45004 standard. These statutory on-site inspections carried out by delegation from the DRIRE (the regional divisions for the industry, research and environment) concern new pipework, carrying combustible gases.

3. Inspections concerning the selection, production, circulation and distribution of vine propagation equipment. The ONIVINS, (a public

industrial and commercial establishment operating under the auspices of the Ministry of Agriculture and the Ministry of Finance), has been accredited under appendix A of the NF EN 45004 standard to carry out these inspections.

The Inspection activity has also been particularly sustained due to increasing demand concerning acceptance tests for new wastewater installations, particularly following the decision of the Seine-Normandy Water Agency to make the granting of public finance conditional on the use of accredited inspection bodies (resulting in 18 accreditation applications and 10 initial audits, with 8 bodies obtaining accreditation).

## Certification

### New areas for development

The **Certification of agricultural and food products** activity was particularly sustained, thanks to the emergence of new fields as a response to requests from private European trade federations in the distribution sector, working with EA.

The International Food Standard (IFS) and the technical standards of the British Retail Consortium (BRC) were drawn up in France and are based on an auditing system of the suppliers of private label products. The aim is to rationalise audits of these suppliers and to avoid overlapping.

Another promising sector is accreditation for the approval of farms using integrated farming, which has seen a healthy level of demand. By the end of 2004, 16 bodies were accredited under this programme. These accreditations meet the requirements of the national farm qualification scheme, which stipulates that "controlling" bodies should be accredited.

This year also saw the publication of a new accreditation standard for **the certification of persons**: the NF EN ISO/IEC 17024 standard,

which replaces the NF EN 45013 standard. The new text introduces significant changes in terms of both its structure and content, but also regarding the level of the accreditation requirements imposed. Its status as an ISO standard will make it easier to have certificates recognised internationally. Audits were carried out from July onwards based on the new standard, and by late 2004 half of the Cofrac accredited bodies carrying out the certification of staff were accredited based on ISO/IEC 17024. Where **the Certification of companies, staff and the environment** is concerned, we should mention a number of developments in three separate fields:

1. The training of competent staff in the field of radiation safety: the trainers must be certified by a certification body accredited based on the NF EN 45013 or NF EN ISO/IEC 17024 standards and on the specific application rules applicable in this field. This requirement is laid down by the decree dated December 29, 2003. The new system has replaced the approval which was previously issued to

training bodies in this sector, and is part of the various measures aimed at protecting workers against the dangers of ionising radiation introduced by the recently modified Labour Code.

2. The certification of Trusted Service Providers for electronic signatures will be accredited based on the NF EN 45012 standard.

3. The introduction of the greenhouse gas quota exchange system provided for by European directive number 2003/87/CE. The declarations by the industrial companies about their gas emissions will have to be verified by an accredited body. Discussions have started with the Ministry of the Environment and the scheme should come into force in 2005.

4. Certification based on the PEFC scheme. Accreditation will be granted based on ISO/IEC guide 66. This certification is based on an European referential whose specificities are adapted at the national level hence adapted to the specific case of the French forests. The first accreditations should be granted in 2005.

# International et normalisation

Le Cofrac maintient un haut niveau de participation aux travaux internationaux et d'implication dans les projets de coopération technique.

## Des implications multiples

### ↪ Participation active aux travaux européens

Le Cofrac a poursuivi sa participation active aux travaux d'EA. Ainsi, au sein du comité Laboratoires d'EA, des réflexions ont été menées sur les portées flexibles. Gabriel Boisson, chargé de mission développement et Jean-François Moro, responsable de la section Laboratoires et leurs homologues slovaques et danois ont alimenté les travaux à partir de leur expérience en matière d'application des portées flexibles en étalonnage. Eric Chorin, responsable du pôle biologie-biochimie a participé aux travaux du groupe de travail Santé d'EA et G.Boisson aux travaux du groupe de travail Intercomparaisons du comité Laboratoires.

Autre exemple : le comité Inspection d'EA. Laurent Vinson, responsable de la section Inspection, y a présenté et défendu les positions françaises liées aux spécificités même du marché français de l'accréditation, très différent de par sa structure des marchés de nombre de nos homologues si l'on considère la taille importante de certains de nos organismes nationaux. Enfin, signalons la participation active du Cofrac au comité Certification d'EA. Marie-Geneviève Duhau-Soulage, responsable de la section Certification de produits agricoles et alimentaires, a en effet contribué aux travaux du groupe de travail «Food» d'EA, en particulier ceux relatifs à l'élaboration du guide d'application du guide ISO 65 en certification de produits. Nathalie Savéant, responsable de la section Certification d'entreprises et personnels, a, quant à elle, été l'une des chevilles ouvrières du groupe de travail chargé de rédiger le document d'exigences pour l'accréditation des organismes de vérification applicable dans le cadre de la directive «Gaz à effet de serre». Elle a aussi participé aux travaux du comité technique d'IAF, équivalent du comité Certification d'EA au niveau de l'organisation internationale pour l'accréditation en certification.

### ↪ Poursuite de la coopération technique internationale

Le Cofrac, en collaboration avec l'Afnor, a participé à plusieurs projets de coopération technique internationale. Parmi eux, la mise en place du système national d'accréditation du Maroc et la mise à niveau de l'organisme polonais d'accréditation. Au total près de 60 journées d'experts coordonnées par le Cofrac, auxquels s'ajoutent 41 jours de missions visant à la mise en place d'un système d'accréditation, normalisation et promotion de la qualité pour l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine).

### ↪ Des missions clairement encadrées

En conformité avec les principes établis par les instances européennes et internationales (EA, ILAC et IAF), le Cofrac continue de développer une activité d'accréditation à l'étranger qui s'inscrit dans un cadre clairement défini :

- soit le pays concerné ne dispose pas d'organisme d'accréditation ;
- soit il dispose d'un organisme mais non signataire encore des accords multilatéraux d'EA, ILAC ou IAF ;
- soit il ne dispose pas des moyens et ressources, techniques notamment, lui permettant de délivrer l'accréditation dans le domaine demandé. Ces missions ont concerné les différentes sections du Cofrac. A fin 2004, le Cofrac gère 55 accréditations (3 en certification d'entreprises et 52 en laboratoires) dans plusieurs pays d'Afrique (Algérie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Maroc, Tunisie) et d'Europe (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Slovaquie, Roumanie, Italie et Belgique) ainsi qu'en Inde et au Vénézuéla.

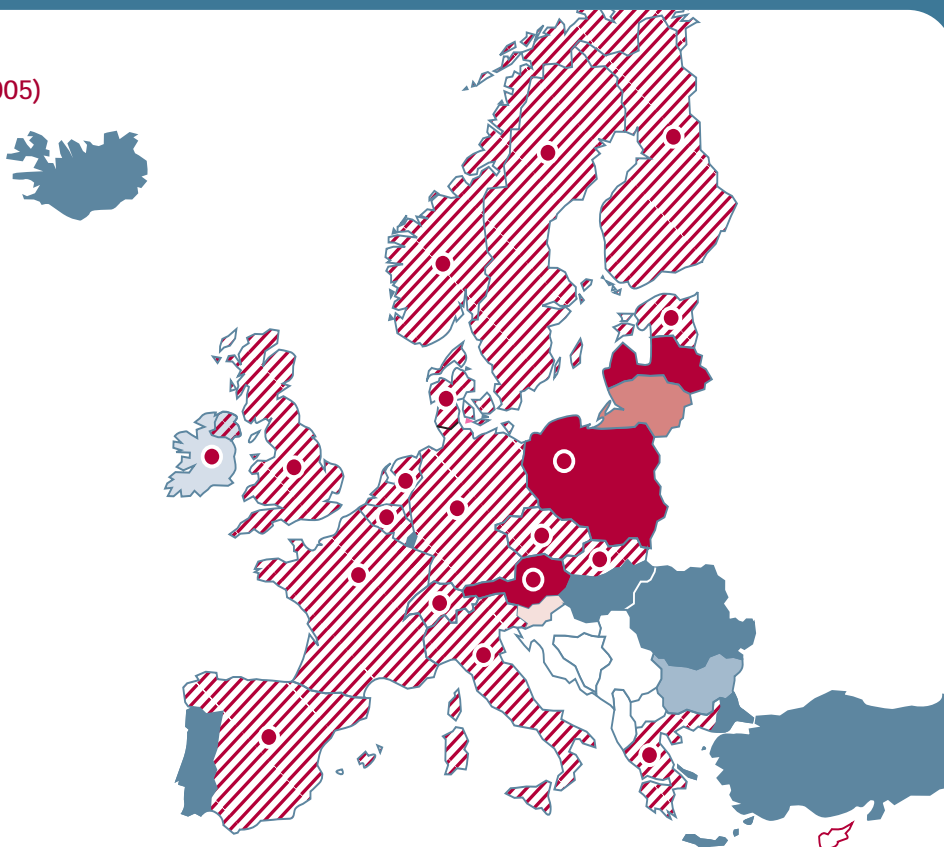
### ↪ Présence dans les instances de normalisation

Outre la représentation permanente du Cofrac au sein de la Commission Générale Certification - Accréditation d'Afnor où s'élaborent les positions françaises en matière de normes relatives à l'attestation de la conformité, les responsables dans les sections du Cofrac ont participé à divers travaux tels que ceux relatifs à l'accréditation des organismes de qualification d'entreprises (OQE), anciennement organismes de qualification professionnelle (OPQ), ainsi qu'à diverses commissions impliquées dans les domaines de l'environnement, des analyses en agro-alimentaire et des essais.



## SIGNATAIRES DE L'ACCORD MULTILATÉRAL D'EA (JUIN 2005)

- Non signataires
- Etalonnages ; essais ; certification de produits, de systèmes qualité et de personnels, inspection
- Etalonnages ; essais ; certification de produits, de systèmes qualité et de personnels,
- Etalonnages ; essais ; certification de produits et de systèmes qualité
- Membres associés
- Certification de systèmes de management environnemental
- Etalonnages ; essais
- Etalonnages ; essais ; certification de produits
- Essais ; certification de produits, et de systèmes qualité
- Certification de personnels et de systèmes qualité



*The Cofrac maintains a high level of participation in international works and remains closely involved in projects of technical cooperation.*

The Cofrac continued its active participation in the work carried out by EA. Working as part of EA's Laboratory Committee, a great deal of thought was given to the notion of flexible scopes. The Cofrac, represented in turn by Gabriel Boisson (development mission manager) and Jean-François Moro (manager of the Laboratories section) and their Slovakian and Danish counterparts all made a contribution to the discussions thanks to their experience in the field of applying flexible scopes for calibration activities. Eric Chorin, manager of the Biology-Biochemistry division, was involved in the Health Care WG and G. Boisson in the ILC WG of the EA Laboratory Committee.

Another example of the Cofrac's involvement can be seen on the EA Inspection committee, where Laurent Vinson, (manager of the Inspection section), presented and defended France's positions concerning the special characteristics of the French accreditation market, the structure of which is very different to those of many of our colleagues when one considers the big size of our national inspection bodies. Marie-Geneviève Duhau-Soulage, (the manager of the Certification

## Cofrac's activities were many and varied

of Agricultural and Food Products section) contributed to the work carried out by EA's "Food" working group, particularly concerning the drafting of the application guide for the ISO 65 guide concerning the certification of products. For her part, Nathalie Savéant (manager of the "Certification of Companies and Persons section) was one of the key players in the Committee working group given the task of drafting the document detailing accreditation requirements for verification bodies, applicable as part of the "Greenhouse gas" directive. She also participated in the various work of the IAF's technical committee, which is the equivalent of EA's Certification Committee for this global organisation for the accreditation of certification activities.

### Continued international technical cooperation

In collaboration with the Afnor, the Cofrac coordinated several international technical cooperation projects. These included the launch of the national accreditation system in Morocco and improvement of the Polish accreditation body, representing near 60 experts-days coordinated by Cofrac, to which we should add a 41-days mission aiming at setting up a structure for accreditation, standardisation and quality promotion for the Western African Economic and Monetary Union.

### Operating according to clearly defined guidelines

In conformity with the principles laid down by the different European and international bodies (EA, ILAC and IAF) the Cofrac is continuing to develop accreditation activities abroad, with these falling

within a clearly defined framework based on the following conditions:

- The country concerned does not already have an accreditation body;
- It has an accreditation body but the body concerned has not yet signed the EA, ILAC or IAF multilateral agreements;
- It does not possess the means and resources (particularly the technical resources) enabling it to issue accreditation in the requested field.

These missions concerned the various sections of the Cofrac. By late 2004, the Cofrac managed 55 accreditations (3 for the Certification of companies section and 52 for Laboratories section) in several African countries (Algeria, Cameroon, the Ivory Coast, Morocco and Tunisia) and in Europe (Bulgaria, Hungary, Poland, Slovenia, Romania, Italy and Belgium) as well as in India and in Venezuela.

### The Cofrac's presence on the various standardisation bodies

In addition to the Cofrac's permanent presence on the Afnor's general Certification-Accreditation committee (where France's policies in the conformity assessment field are worked out) the managers and their staff in the Cofrac's different sections also participated in various activities such as those concerning the accreditation of corporate qualification bodies (CQB) formerly known as professional qualification bodies (PQB), as well as the work in the commissions of Afnor involved in the environment, food analyses and tests fields.

# Communication

## 2004, l'année des 10 ans du Cofrac



### Implication de tous les acteurs de l'accréditation

L'année 2004 constitue un chapitre important de l'histoire du Cofrac puisqu'elle correspond au X<sup>e</sup> anniversaire de sa création. En effet, le 22 juin 1994, le ministre de l'industrie de l'époque, Gérard Longuet, ouvrait l'assemblée générale constitutive du tout nouveau comité français d'accréditation.

A cette occasion, une campagne de communication ambitieuse a été animée tout au long de l'année. Cette campagne, axée sur le thème «Nos compétences signent les vôtres», a associé l'ensemble des partenaires qui, depuis la création du Cofrac, ont œuvré à la promotion de l'accréditation. Ils se sont impliqués dans la Campagne en relayant les initiatives par le biais de leurs propres outils de communication, en témoignant à travers un Livre d'or ouvert sur le site du Cofrac ou bien en valorisant l'accréditation auprès de leurs propres publics.

Le site internet [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) a accueilli tout au long de l'année une page « spéciale Dix ans » diffusant régulièrement des informations sur l'actualité de la campagne : point sur les actions et les projets, feuilleton en 10 épisodes relatant les faits marquants du Cofrac de 1994 à 2004... Point d'orgue de "l'Année des 10 ans" du Cofrac, une grande manifestation réunissant tous les acteurs de l'accréditation. Plus de 300 personnes s'étaient donné rendez-vous, le 22 juin, dans le cadre prestigieux du Palais Brongniart, à Paris, pour célébrer cet anniversaire : adhérents, accrédités, auditeurs, représentants des divers ministères partenaires du Cofrac...

Ils ont voulu ainsi manifester leur soutien au Cofrac et leur confiance dans le système français d'accréditation. Les collaborateurs de la structure permanente sont également venus nombreux partager ce moment mémorable.

### Une manifestation conviviale et... pédagogique

Au programme de cette manifestation : interventions sous forme de bilan et perspectives, détente avec un quiz géant interactif et pédagogique, buffet et convivialité ! Au cours de cette soirée, Jean-Pierre Desgeorges, premier président du Cofrac et Daniel Pierre, ont évoqué le chemin parcouru en 10 ans et rappelé les enjeux liés à l'accréditation. Quant à François Mauduit, actuel président du Cofrac, il a évoqué avec enthousiasme et détermination les nouveaux défis que posent les développements de l'économie au niveau mondial en insistant sur le rôle majeur de l'accréditation et du Cofrac. Cette fête s'est déroulée en présence de Marie-Claude Dupuis, Chef du service de l'Environnement Industriel (SEI) au ministère de l'Environnement, qui avait accepté d'être la marraine officielle de la Campagne. En effet, elle a joué un rôle clé lors de la création du Cofrac et n'a cessé, depuis, de lui apporter son soutien et sa confiance. Au-delà de la célébration, cette campagne de communication autour des 10 ans du Cofrac aura permis, grâce au dialogue avec nos partenaires, d'affiner nos réflexions sur la promotion de l'accréditation auprès des utilisateurs de prestations accréditées.

2<sup>e</sup> Forum Accréditation et organismes certificateurs

Pour la première fois, le 1<sup>er</sup> décembre 2004, le Cofrac réunissait les certificateurs de tous les secteurs. Un succès si l'on en juge par le nombre de participants présents du début à la fin de la journée et par les résultats de l'enquête menée à l'issue du Forum.

Ce sont 50 personnes qui ont assisté à une réunion en deux parties. La matinée fut en effet consacrée à l'actualité de l'accréditation en certification. Au niveau international en particulier, Daniel Pierre annonçait l'extension de l'accord multilatéral d'IAF (International Accreditation Forum) à la certification de produits et de systèmes de management environnemental. Les participants ont pu également commencer à se familiariser avec la politique dite «cross frontier» concernant la surveillance de l'activité des certificateurs hors frontières. Daniel Pierre annonçait également la nomination de Nathalie Savéant à la tête de la section Certification de produits et services, après le départ à la retraite de Marie-Geneviève Duhau-Soulogne, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2005. La 2<sup>e</sup> partie de la journée était dédiée à deux ateliers sectoriels pour les certificateurs de systèmes et de personnes d'un côté et pour les certificateurs de produits et services de l'autre. Il s'agissait pour l'essentiel de faire le point sur les évolutions à introduire en matière de pratiques et de procédures.



## Une mobilisation forte en interne pour la réussite de la campagne

Toutes les équipes du Cofrac se sont mobilisées autour de ces actions.

### Pour le quiz

Mireille Atamian	Corinne Rabardy
Güler Aydin	Cécile Vasseur
Nadia Babel	Anna de Vittorio
Béatrice Borys	Bénédicte Ziemann
Catherine Préaucht	

### Le 22 juin

Nadia Babel	Virginie Henst
Béatrice Brostmeyer	Philippe Cassan
Catherine Préaucht	Stéphane Boivin
Anna de Vittorio	Corinne Le Dantec
Bénédicte Ziemann	Gilles Pecchioli
Laurence Meunier	Mireille Atamian
Corinne Rabardy	Laurent Julliard
Isabelle Borderon	Béatrice Borys
Jocelyne Brossault	Güler Aydin
Catherine Préaucht	Lydie Mauger



### Pour le site et l'animation de la page spéciale 10 ans :

Yannick Berthou	Séverine Blatt	Cécile Vasseur
Lydie Mauger	Hélène Méhay	Martine Blum
Nadia Babel	Isabelle Borderon	

## 2004: the Cofrac's 10th anniversary

### The involvement of all key players in the accreditation system

The year 2004 marked a major milestone in the history of the Cofrac as it saw the organisation's 10th anniversary. It was back on June 22, 1994, that the general meeting to set up the fledgling French accreditation committee was opened by Gérard Longuet, (the Minister for Industry at that time).

This meeting was followed by an ambitious communication campaign which ran throughout the year. This campaign, which featured the theme of "Using our skills to highlight yours", involved all of our partners, who have worked hard since the Cofrac was created to promote accreditation. They played a great part in the campaign by publicising our initiatives using their own communication resources, as anyone could see by reading the guestbook created on the Cofrac site, or by stressing the value of accreditation to their own contacts on a day-to-day basis.

Throughout the year [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) featured a "10th anniversary special" page which regularly provided information about the latest news from the communication campaign including details of the activities and projects, as well as a 10-part "mini-series" featuring all of the highlights in the life of the Cofrac between 1994 and 2004.

As the high point of the Cofrac's 10th anniversary celebrations, a huge event was organised bringing together all of the key players in the accreditation field. More than 300 people attended this event on June 22 in the prestigious setting of the Palais Brongniart in Paris, to celebrate this anniversary. These included members, accredited organisations, assessors and representatives from the various ministries who regularly work with the Cofrac. These came along to

demonstrate their support for the Cofrac and their confidence in the French accreditation system. Staff from the Cofrac's permanent office also came along to share this memorable moment.

### An enjoyable event... and a chance for guests to test their knowledge of accreditation!

This event included speeches looking back over the last decade and to the future, combined with a giant educational, interactive quiz, a buffet, and no shortage of fun! During the evening, Jean-Pierre Desgeorges (the Cofrac's first ever president) and Daniel Pierre both reviewed the progress made in the last 10 years and reminded everyone present of the great challenge that accreditation represents. For his part, the Cofrac's current president François Mauduit enthusiastically discussed the new challenges ahead as a result of changes in the global economy, stressing the major role of accreditation and of the Cofrac.

These celebrations were held in the presence of Marie-Claude Dupuis, head of the Industrial Environment department at the Ministry of the Environment, who agreed to be the official patron for the campaign. Indeed, she played a key role at the time the Cofrac was created and has provided her support to the organisation ever since.

In addition to the celebrations, thanks to the dialogue that it generated with our partners, this communication campaign for the Cofrac's tenth anniversary made it possible for us to get a better idea of how to promote accreditation to users of accredited services.



*Nos compétences  
signent les vôtres*



# Ils font le Cofrac

Les équipes maintiennent des relations étroites avec les évaluateurs et les membres des différentes instances. C'est l'une des forces du système français d'accréditation.

## Des implications multiples

### Auditeurs et experts : Actualiser les connaissances, consolider les compétences

Les journées Auditeurs ont rencontré, cette année encore, un succès unanime : forte participation, contributions constructives, échanges fructueux... Les retours d'expérience continuent de faire évoluer les outils et constituent un réel vecteur d'harmonisation des pratiques d'audit. Parallèlement à ces Journées, des réunions d'harmonisation ont été mises en place en section Laboratoires, elles étaient destinées aux experts techniques intervenant dans de nombreux domaines : ESB, métrologie dimensionnelle, essais sur les jouets, essais des matériels et équipements utilisant les combustibles gazeux, métrologie électrique et temporelle, mesures dans le domaine des rayonnements ionisants et essais de compatibilité électromagnétique et radio. Par ailleurs, la section Laboratoires a organisé deux sessions de formation spécifique autour de la norme NF EN ISO 15189 et des nouvelles exigences relatives aux Bonnes pratiques d'expérimentation (BPE).

Une journée de formation programmée le 29 septembre avait pour but de présenter le référentiel spécifique LAB LABM REF 02 « Accréditation des laboratoires d'analyses médicales selon la norme NE EN ISO 15189 - Prescriptions ». Grâce à cette formation, 21 experts techniques et 36 auditeurs qualifiés sont en mesure de réaliser les audits suivant la nouvelle norme.

Les 30 novembre et 1er décembre se tenait une autre session de formation consacrée au nouveau

référentiel « BPE », animée par des intervenants du Cofrac et de la sous-direction de la qualité et de la protection des végétaux de la direction générale de l'alimentation. La formation s'adressait également à deux populations différentes, experts techniques et responsables d'audit, une combinaison qui a donné lieu, là encore, à des échanges particulièrement riches. Sur le plan de la gestion et de la qualification des auditeurs, 101 auditeurs et experts auront été qualifiés ou requalifiés, globalement, en 2004. La section Certification de produits et services a qualifié 4 nouveaux auditeurs sur un total de 25 ; 7 déqualifications ont été prononcées. La section Inspection a qualifié ou requalifié 23 nouveaux auditeurs sur un total de 140. En certification de systèmes et de personnes, 10 auditeurs ont été nouvellement qualifiés. En Laboratoires 64 experts techniques ont été formés et qualifiés. A noter la très bonne appréciation des auditeurs et experts Cofrac par les laboratoires et organismes accrédités. En effet, l'analyse des fiches d'évaluation montre un haut niveau de satisfaction : restitution des rapports dans les délais, très bons déroulements des évaluations, reconnaissance de leurs compétences. Enfin, de nombreux organismes soulignent la richesse de l'apport des audits d'accréditation.

### Des instances travaillant en coopération

Les adhérents, membres des comités de section et des commissions, se sont encore beaucoup investis au sein des différentes instances. Au total,

### Une équipe permanente renforcée

En 2004, de nouveaux collaborateurs ont intégré l'équipe de la section Laboratoires :



Béatrice  
BROSTMAYER



Nicolas  
SCHOLTUS



Stéphane  
LESUEUR



Stéphane  
CHWALIK



Marina  
STASIULIS

plus de 200 personnes, membres de 4 comités de section, 7 commissions techniques d'accréditation et des commissions permanentes d'accréditation se réunissent régulièrement pour faire vivre le système français d'accréditation et travailler avec les collaborateurs de la structure permanente. Ainsi ont-elles été appelées à se prononcer sur l'ouverture de nouveaux domaines, le besoin d'actualiser les exigences d'accréditation ou de rédiger de nouveaux documents, les budgets, le recrutement d'experts techniques et se sont impliquées dans le processus de décision.

Les travaux de ces différents instances sont menés dans un véritable esprit de collégialité, indispensable au vu du nombre de personnes impliquées dans le processus d'accréditation. Depuis la phase d'instruction jusqu'à la notification de la décision par le Directeur du Cofrac, les auditeurs et experts conduisent les évaluations, les membres des commissions internes ou externes, voire des comités, étudient les rapports et formulent des avis. Un modèle d'impartialité.



*The Cofrac team maintains close relationships with the members of the various committees and commissions. This is a major strength of our accreditation system.*

### **Assessors and experts: Updating knowledge and consolidating skills**

The Assessors' days organised by each section once again proved to be a unanimous success this year, with a high level of participation in addition to plenty of constructive contributions and useful discussions. The feedback that we receive helps us to improve our systems on an ongoing basis and is a key factor in harmonising assessment practices. In addition to the Assessors' Days, a number of harmonisation meetings were also organised by the Laboratories section. These were aimed at technical experts working in a number of fields including BSE, dimensional metrology, tests on toys, tests on materials and equipment using gaseous combustible substances, electrical and temporal metrology, measurements of ionising radiation, and radio and electrical compatibility tests. Additionally, the Laboratories section also

## Working together, boosting skills

organised two specific training sessions focusing on the ISO 15189 standard and the new requirements related to the Best Practices in Experimentation (BPE).

The training day organised for September 29 was aimed at presenting the specific LAB LABM REF 02 reference document ("Accreditation of medical analysis laboratories based on the NF EN ISO 15189 standard - Requirements"). Thanks to this training, 21 technical experts and 36 quality assessors are now able to carry out assessments based on the new standard.

On November 30 and December 1st another training session was held, devoted to the new "BPE" standard. This was run by staff from the Cofrac and from the Food Department's plant quality and protection subdepartment. The training was aimed at both technical experts and lead assessors, a combination which once again resulted in particularly fruitful discussions.

Where the administration and qualification of assessors are concerned, in all, a total of 101 assessors and experts will have been qualified or re-qualified in 2004. The Certification of Products and Services section qualified 4 new assessors out of a total of 25, while 7 were de-qualified. The Inspection section qualified or requalified 23 new assessors out of a total of 140. Additionally, 10 assessors have been newly qualified in the Certification of Systems and Staff section. For the Laboratories 64 technical experts were trained and qualified. The high esteem in which the Cofrac assessors and experts are held by the laboratories and accredited bodies was also plain to see. An analysis of the evaluation sheets revealed a

high level of satisfaction including such factors as: returning reports on time, the excellent way in which the assessments were handled and extensive recognition of their skills. Finally, several bodies concerned stressed the value and the contribution provided by the accreditation assessments.

### **Several organisations working together**

The members of the Section committees and commissions have once again put in a great deal of work as part of the various bodies. In total, more than 200 members from 4 Section Committees, 7 Technical Commissions and the Permanent Accreditation Commissions meet regularly in order to constantly inject new blood and dynamism into the French accreditation system, and to work with the staff from the permanent office. Among other things, they have been asked to issue their opinions on the launch of new accreditation fields, on the need to update accreditation requirements or to draw up new documents, on budgets and on the recruitment of technical experts. They also participate in the decision-making process. The work carried out by these various bodies is handled based on a collegial system, which is vital when one considers the number of people involved in the accreditation process. From the investigation phase through to the notification of the decision by the Director of the Cofrac, the assessors and experts carry out the assessments, while the members of the internal or external commissions or the committees study the reports and issue their opinions. The result is a system widely considered as a model where impartiality is concerned.

## Ils font le Cofrac

## Membres de l'association / Members of the association

## MEMBRES ACTIFS

## FULL MEMBERS

## ORGANISMES ACCRÉDITÉS

## Accredited bodies

A+ METROLOGIE CENTRE	CAEPE	CSTB	GAZ DE France	SERVICE	SHELL
AFAQ ASCERT INTERNATIONAL	CEA	CTBA	GROUPE EMERAUDE	MECASSEM	SOCIETE FRANCAISE DE CERAMIQUE
AFAQ	CEBTP	CTC	GROUPE VEOLIA ENVIRONNEMENT	MOODY CERTIFICATION FRANCE	SOCOR
AFNOR CERTIFICATION	CEFRI	CTDEC	IFP	NESTLE WATERS M.T	SOCOTEC
AFSSA	CEMAGREF	CTIF	INERIS	NORISKO SA	SOPEMEA SAS
AINF	CENTRE NATIONAL DE PREVENTION ET DE PROTECTION	DNV CERTIFICATION FRANCE	INRS	OSMP	SRTP
ALSTOM SA/CERDA	CENTRE TECHNIQUE DES TUILLES ET BRIQUES	ECOCERT	INSTITUT FRANCAIS TEXTILE HABILLEMENT	PB MESURES	STRATIFORME INDUSTRIES
ALSTOM TRANSPORT	CEP INDUSTRIE	ECOPASS	INTESPACE	QUALIBAT	LABORATOIRE
APITI	CEPRAL	EDF-DER	ITERG	QUALITEL	SYPREV
APROLAB	CERIB	EMITECH	LABORATOIRE CARRIER SA	SCETAUROUTE	TIS LIVINGSTON
ASCII QUALITATEM SARL	CERQUA	EUROFINS DEVELOPPEMENT SCIENTIFIC	LCDI	SEMELEC	TRAPIL
ASEFA	CETIAT	EUROLAB FRANCE	LCIE	SGS ICS	UEM
AUBERT & DUVAL	CETIM	FAURE HERMAN	LDAO	SGS MULTILAB, LABORATOIRE DE ROUEN	ULASE
BUREAU RECHERCHE GEOLOGIQUES MINIERES	COFREND	Fédération des Laboratoires d'Oenologie Indépendants	LNE	SILLIKER	UTAC
BUREAU VERITAS SA	COGEMA		LPEE	SNECMA MOTEURS	UWR INTERNATIONAL SAS
BVQI FRANCE SA	CRITT MDTS		LRQA FRANCE SA	SOCIETE DES PETROLES	
COPREC			MB ELECTRONIQUE FLUKE		

## GROUPEMENTS PROFESSIONNELS

## Professional groups

AFG	ASQUAL	COPACEL	FFSA FIEEC	ORGANISATIONS D' EXPERTS	UIC
AFGC	CCFA	CTA	FIM	RATP	UIT
AIMCC	CFCA	DTSB-SNJF	FNTF	SFPEA	UNION DES OENOLOGUES DE FRANCE
ANIA	CGPME	FFA	MEDEF	SYNTEC-INGENIERIE	UPA
APCA	CITPPM	FFB	NESTLE FRANCE SAS	UFIP	

## CONSOMMATEURS, DONNEURS D'ORDRES

## Consumers and Principals

AFOC	ASSOCIATION LEO LAGRANGE POUR LA DEFENSE DES CONSOMMATEURS	CNAFC	FNE	SNCF
		FAMILLES DE FRANCE	GAZ DE FRANCE	UFCS
		FCD	INDECOSA-CGT	

## POUVOIRS PUBLICS

## National Authorities

BNM	DGAL	DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE	MINISTERE DE L'INTERIEUR	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DU TRAVAIL ET DE LA SOLIDARITE
CONSEIL GENERAL DES MINES	DRIRE ILE DE FRANCE	MINISTERE DE L'ECOLOGIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE	MINISTERE DE LA DEFENSE DIR QUALITE	
DCN CHERBOURG	MINISTERE DE L'AGRICULTURE,				

## MEMBRES ASSOCIÉS

## ASSOCIATE MEMBERS

## PERSONNALITÉS QUALIFIÉES

## Qualified persons

ADASE	APAQ	CEBIO ASSOCIATION	G.I.E LABILAIT	MENTAL AGRICOLE ET VITICOLE	PCAS
AEROMETROLOGIE SA	APCM	CEIOE PAUILLAC	Henry ADAM	LABORATOIRE REGIONAL DE L'EST PARISIEN	PECHINEY CRV
AFAV	ASF	CEIOE SOUSSAC	HOULLIERES DU BASSIN DE LORRAINE	LCI - LES FROMAGES	PHILIPS FRANCE
AFIAP	ATELIER INDUSTRIEL D'AERONAUTIQUE DE CUERS PIERREFEU	CERTIFER	IANESCO CHIMIE	RICHS MONTS	SAGEM SA
AFITEP	ATITA	CNCEF	IDAC	LIAL MC	SCHLUMBERGER INDUSTRIES
AFNOR	BESTFOODS FRANCE	COMPAGNIE GENERALE DES EAUX	IFP	MANUMESURE	SGS QUALITEST INDUSTRIE
AGRO-ANALYSE LABORATOIRE	BUREAU VERITAS CPS FRANCE	E2M	INRA	MATRA ELECTRONIQUE SA	SNR ROULEMENTS
AIR LIQUIDE ALPHAGAZ PRODUCTION	CANBERRA EURISYS MAINTENANCE	ETABLISSEMENT TECHNIQUE DE BOURGES	INSTITUT DE SOUDURE	MESSIER BUGATTI	SOCIETE DES EAUX DE MARSEILLE
ALSTOM TRANSPORT		FAMILLES RURALES	INSTITUT PASTEUR	MTS SYSTEMS	
ANIOS LABORATOIRE		FFA	KNORR-BREMSE	PB MESURES	ZWIBEL SAS
			LABORATOIRE DEPARTE-		

## Ils font le Cofrac

## Comités de section / Section committees

## LABORATOIRES LABORATORIES

PRÉSIDENT **Chairman**

Marc HIMBERT

VICE-PRÉSIDENT **Deputy Chairman**

Marie-Hélène LEROY

## LABORATOIRES Laboratories

Guislain BAVELARD	CERIB
Reine LANDA-POTEAU	INERIS - Service Qualité et Métrologie
Bertrand LAULANET	LABORATOIRE LAULANET
Patrick LEBLOIS	MECASEM
Marc MORTUREUX	LNE
Christophe PERRUCHET	UTAC
Rénald VINCENT	CETIM

## GROUPEMENTS PROFESSIONNELS Professional groups

Denis CHEVRANT BRETON	CCFA RENAULT
Marc LAINE	AIMCC
Marie-Hélène LEROY	UIC
Philippe LOOTEN	ROQUETTES FRERES
Gilles PELLAN	EADS-CCR
Jean-Claude TOURRADE	SNCF

## CONSOMMATEURS ET GRANDS DONNEURS D'ORDRES Consumers and Principals

Jean BILLAUDAZ	Familles de France
Pierre MIGAUD	EDF

## POUVOIRS PUBLICS National Authorities

Serge ARONDEL	Ministère de l'Industrie - SQUALPI
Valérie BADUEL	Ministère de l'Agriculture - DGAL
Jean-André BOUCHAND	DGCCRF
Marianne DESCHENES	Ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes Handicapées
Françoise RICORDEL	Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable

## PERSONNALITÉS QUALIFIÉES Qualified persons

Luc ERARD	BNM
Anne GRUSON	Centre Hospitalier d'Arras
Marc HIMBERT	BNM-INM

## Ils font le Cofrac

## Comités de section / Section committees

## INSPECTION INSPECTION

PRÉSIDENT **Chairman**

Pierre VIDAL

VICE-PRÉSIDENT **Deputy Chairman**

François FLEURETTE

## ORGANISMES D'INSPECTION Inspection bodies

Alain CHANDEZE	COPREC
Michel CHOTARD	RESEAU CTI
Catherine GOMY	COPREC
Jacques JESSENNE	COPREC
Alain KUPIEC	OSMIP
Louis VALIBUS	APITI
Jean-Pierre VEROLLET	SYPREV

## DONNEURS D'ORDRES Principals

Bruno BONFANTE	FNTP
Philippe CONTET	FIM
Michel DELL'OVA	FIEEC
Alain PIERRAT	UIC
Dominique SAUVION	SNCF
Pierre VIDAL	EDF / SQR

## POUVOIRS PUBLICS National authorities

NN	Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable
Pascale BOUETTE	Ministère des Affaires Sociales, du Travail et de la Solidarité
Roger FLANDRIN	Ministère de l'Industrie
Maryvonne GRANDIN	Ministère de l'Équipement
François-Marie BROCHARD	Ministère de l'Intérieur

## PERSONNALITÉS QUALIFIÉES Qualified persons

François FLEURETTE	INRS
Yves LECOINTE	Conseil Général des Mines

## CERTIFICATION DE PRODUITS ET SERVICES

## CERTIFICATION OF PRODUCTS AND SERVICES

PRÉSIDENT **Chairman**

Georges HIPOLITE

VICE-PRÉSIDENT **Deputy Chairman**

Claude MERCEREAU

## ORGANISMES CERTIFICATEURS Certification bodies

Jacques BESLIN	AFNOR CERTIFICATION
Laurence DAGALLIER	LNE
Paul FAROUZE	CERQUA
Philippe FUSILLER	SGS-ICS
Patrice GARNIER	CTBA
Benoît MATHIEU	CEPRAL

## DONNEURS D'ORDRES Principals

Françoise FOCQUE	APCA
Jean-Luc HARDY	CFCA
Georges HIPOLITE	ANIA
Patrick PONTHER	AIMCC
Eric SENECHAL	CGPME

## Ils font le Cofrac

**UTILISATEURS, CONSOMMATEURS****Users, Consumers**

Paul BREJON	Fédération Française du Bâtiment
Claude DESCROIX	INDECOSA-CGT
Claude MERCEREAU	FFSA
André PHILIPPE	CNAFC
Arnaud POPILLE	Fédération du Commerce et de la Distribution

**POUVOIRS PUBLICS****National authorities**

Claire BESSEDE	Ministère de l'Industrie - SQUALPI
Marie-Christine DE GUENIN	Ministère de l'Agriculture - DGAL
Suzanne LACOMBE-FIEVET	Direction des entreprises commerciales, artisanales et des services
Anne-Marie LE NIGER	DGCCRF
Patrick LEVASSEUR	Ministère de l'Equipement
Pascale VIARD	Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable

## CERTIFICATION D'ENTREPRISES / DE PERSONNEL / ENVIRONNEMENT

## CERTIFICATION OF COMPANIES / PERSONNEL / ENVIRONMENT

**PRÉSIDENT** Chairman**VICE-PRÉSIDENT** Deputy Chairman

Bruno DETANGER

Jean PLAGNE

**ORGANISMES CERTIFICATEURS****Certification bodies**

Adrien BENARD	AOCA
Laurence BERTON	AOCA
Patrick FALLOUEY	COFREND
Raymond HUET	QUALIBAT
Jean-François SORRO	AFAQ

**DONNEURS D'ORDRES****Principals**

Roger CAMPS	UFIP
Bruno DETANGER	COPACEL
Jean-Claude HENRY	CGPME
Georges HIPOLITE	ANIA
Jean-Pierre ISNARD	FIEEC

**UTILISATEURS, CONSOMMATEURS****Users, Consumers**

Luc AUGIS	MBDA France
Bernard DROYERRE	SNCF – Direction des Achats
Daniel MEUNIER	PEUGEOT CITROEN AUTO-MOBILES
Jean-François PATINGRE	LES AMIS DE LA TERRE
Jean PLAGNE	RATP – Direction Achat et Logistique
Jean-Paul REYNAUD	CFDT - ASSECO
Bernard VALETTE	Gaz de France

**POUVOIRS PUBLICS****National authorities**

Claire BESSEDE	Ministère de l'Industrie - SQUALPI
Maryvonne GRANDIN	Ministère de l'Equipement
Anne MARAL	Ministère de l'Environnement
Karine PROUX	Ministère de l'Agriculture
Aline SANCHO	DGCCRF

# Exigences et pratiques

## Intégrer les évolutions, créer de nouveaux outils

### LABORATOIRES

#### une «production» soutenue

La section Laboratoires a publié une nouvelle révision de son document de référence LAB REF 02 "Accréditation des laboratoires selon la norme NF EN ISO/CEI 17025". Elle y précise la politique du Cofrac en matière d'estimation d'incertitude, de traçabilité des résultats de mesure, d'avis et interprétations ainsi que de gestion du personnel par les laboratoires.

La section a également publié le référentiel d'accréditation des laboratoires d'analyses de biologie médicale selon la norme NF EN ISO 15189. Depuis septembre 2004, le Cofrac est en mesure de délivrer des accréditations selon cette norme. La section a aussi publié le référentiel et le règlement d'accréditation BPE. Elle a en outre procédé à la révision du référentiel d'accréditation applicable au domaine de l'ESB –il s'agissait d'introduire les nouveaux protocoles autorisés par la réglementation- et des guides techniques en vigueur en métrologie électrique et temporelle. D'autres travaux ont été menés concernant le développement d'un référentiel technique relatif au contrôle des ouvrages en métaux précieux et la rédaction d'un guide technique applicable aux essais de compatibilité électromagnétique et radio.

Le groupe de travail mis en place en 2003 au sein du pôle Mécanique de la section a poursuivi ses travaux en vue de l'élaboration d'un guide technique pour la vérification des machines à mesurer tridimensionnelles.

Enfin, le guide technique d'accréditation "Validation des méthodes en biologie médicale" a été publié.

### INSPECTION

#### deux nouveaux documents clés

En matière d'exigences et dans le cadre du réexamen du statut des organismes de type A, la section Inspection a créé un "guide d'auto-évaluation des critères d'indépendance pour les organismes de type A". Ce document, diffusé à l'ensemble des organismes concernés, a permis le démarrage effectif des opérations de réexamen.

La section a également validé le premier guide technique d'accréditation consacré au contrôle technique construction (CTC), applicable en 2005.



### CERTIFICATION

#### encourager les échanges entre accréditeurs

En certification, plusieurs évolutions marquantes sont à retenir.

Des changements ont été introduits dans le processus de prise de décision permettant une plus grande efficacité et garantissant les niveaux d'indépendance et de compétence requis. Les décisions concernant les évaluations initiales relèvent désormais de la structure permanente.

Suite à l'évaluation du Cofrac par EA, les modalités d'observation d'audit ont été adaptées à l'activité réelle de l'organisme certificateur en vue de renforcer le contenu de l'évaluation et suivant les exigences de l'ISO/CEI 17011. Les principes, établis et validés en 2004, seront mis en œuvre en 2005.

La mise en place de la nouvelle norme ISO/CEI 17024 s'est accompagnée de dispositions spécifiques en 2004 : formation du personnel de la section et des auditeurs, information des organismes, création de nouveaux outils notamment.

Enfin, les toutes premières réflexions sur les conditions de mise en œuvre de la politique dite «cross frontier» d'IAF ont commencé. Il s'agit d'encourager les échanges d'informations entre accréditeurs et le recours aux ressources locales pour l'évaluation des organismes en vue de l'accréditation. Les modalités concrètes seront validées en 2005 pour une mise en place début 2006.



# Adapting to change and creating new tools

## **LABORATORIES: Sustained "output"**

The Laboratories section has published a new version of its reference document LAB REF 02 "Accreditation of laboratories based on the NF EN ISO/IEC 17025 standard". This includes the Cofrac's policy with regard to the traceability of measurement results, uncertainties, opinions and interpretation etc... The section has also published the accreditation standard for medical biology analysis laboratories according to the NF EN ISO 15189 standard. The Cofrac has been able to issue accreditations based on this standard since September 2004.

It has also revised the accreditation reference document applicable to the field of BSE (this involved introducing the new protocols authorised under the regulations) and the relevant technical guides for electrical and temporal metrology.

Other work has been carried out concerning the development of a technical standard for the inspection of pieces of work made from precious metals and the drafting of a technical guide applicable to radio and electromagnetic compatibility tests.

Finally, the working group set up in 2003 within the section's Engineering division has continued its work aimed at drawing up a technical guide for the verification of three-dimensional measurement machines.

The technical guide for validation of methods in medical biology was published.

## **INSPECTION: Two new key documents**

Where requirements are concerned, as part of the re-examination of the status of type A bodies, the Inspection section has created a "Guide for the self-assessment of independence criteria for type A bodies". This document, which was distributed to all of the bodies concerned, has made it possible for re-examination activities to get off to a flying start.

The section also approved the first technical guide for accreditation devoted to construction inspections, applicable in 2005.

## **CERTIFICATION: Promoting dialogue between accreditation bodies**

In the Certification section, several major developments should be noted.

Changes have been introduced in the decision-making process, allowing for greater efficiency and guaranteeing the required levels of independence and competence. The decisions concerning initial evaluations are now taken by the Cofrac permanent office. Following the Cofrac's evaluation by EA, the rules for obser-

The introduction of the new ISO/IEC 17024 standard was accompanied by a number of specific new measures in 2004, including the training of the section's staff and of the assessors, the provision of information for the certification bodies, and the creation of new tools.

Finally, the process of drawing up the conditions for the application of the so-called "cross frontier" policy from the IAF has now got underway. This involves encouraging an exchange of information between accreditation organisations, and the use of local resources for the evaluation



ving evaluations have been adapted to match the true activities of the certification body with the aim of improving the content of the evaluation, based on the requirements of ISO/IEC 17011. These principles, which were drawn up and approved in 2004, will be implemented during 2005.

of candidates seeking accreditation. A set of firm rules should be approved in 2005 for introduction in early 2006.

# Résultats Financiers

	BILAN	BILAN		BILAN	BILAN
<b>ACTIF</b>	31/12/03	31/12/04	<b>PASSIF</b>	31/12/03	31/12/04
Immobilisations brutes	929	972	Fonds social	2 055	1 871
Amortissements	-563	-562	Résultat de l'exercice	-184	217
Immobilisations nettes	365	409	Provisions pour risques & charges	43	30
Créances clients et autres créances brutes	1 915	1 875	Dettes fournisseurs	1 103	1 020
Conventions avec les ministères	185	120	Dettes sociales, fiscales et autres	924	1 117
Valeurs mobilières de placement	1 205	1 280	Produits constatés d'avance	20	91
Disponibilités	256	625	Ecart de conversion passif		
Charges constatées d'avance	34	38			
Ecart de conversion actif					
<b>TOTAL</b>	<b>3 960</b>	<b>4 347</b>	<b>TOTAL</b>	<b>3 960</b>	<b>4 347</b>

	EXERCICE	EXERCICE	BUDGET		EXERCICE	EXERCICE	BUDGET
<b>CHARGES</b>	2003	2004	2005	<b>PRODUIT</b>	2003	2004	2005
Charges de personnel	3 373	3 534	3 760	Redevances	2 530	2 839	3 021
Rémunération des auditeurs	1 961	2 230	2 567	Accréditation (audits + études préliminaires)	3 625	4 166	4 386
Frais de missions	906	978	1 007	Stages Documentation Autres	777	883	840
Frais de fonctionnement	1 506	1 594	1 576	<b>SOUS TOTAL</b>	<b>6 933</b>	<b>7 888</b>	<b>8 247</b>
Taxes professionnelle	18	68	69	Cotisations	91	89	89
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>7 764</b>	<b>8 404</b>	<b>8 979</b>	Conventions avec les ministères	445	603	623
Dotations aux amortissements	113	91	137	Reprise sur provisions et transfert de charges	229	185	163
Dotations aux provisions	20	18	7	Produits financiers	39	29	33
Pertes sur créances irrécouvrables	17	13		Produits exceptionnels	1		
Charges financières	7	1					
Charges excep. sur immobilisations	0,3						
Impôts sur les sociétés		61	19				
Résultat de l'exercice (bénéfice)	-184	217	13				
<b>TOTAL</b>	<b>7 737</b>	<b>8 806</b>	<b>9 155</b>	<b>TOTAL</b>	<b>7 737</b>	<b>8 806</b>	<b>9 155</b>

(données en KEUR)





*Nos compétences  
signent les vôtres*

